

Télécommunications et méthodes permettant d'éviter la double imposition

Atelier de l'UIT
Genève, Suisse
2 septembre 2011

Paul DePasquale et Alyssa Varley
Baker et McKenzie, Zurich





Plan

1. L'Accord de Melbourne
2. La double imposition en général
3. Eviter la double imposition par les Etats, dans le contexte des Etats-Unis
4. A retenir

L'Accord de Melbourne

L'Accord de Melbourne

- Règlement des télécommunications internationales (RTI) (généralement nommé "Accord de Melbourne")
- Adopté par l'UIT en 1988 à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique
- Objectif: promouvoir le fonctionnement efficace et le développement harmonieux au sein des juridictions

L'Accord de Melbourne

- L'Article 6.1.3 stipule que:

"Quand la législation nationale d'un pays prévoit l'application d'une taxe fiscale sur la taxe de perception pour les services internationaux de télécommunication, cette taxe fiscale n'est normalement perçue que pour les services internationaux facturés aux clients de ce pays, à moins que d'autres arrangements soient conclus pour faire face à des circonstances spéciales."

L'Accord de Melbourne

Propositions de modifications à apporter à l'Article 6.1.3

- Variante 1

"Les pays sont libres de percevoir, selon leur droit national, des taxes fiscales sur les services internationaux de télécommunication, mais la double imposition internationale doit être évitée."

- Variante 2

"Les pays ne doivent pas appliquer de taxes aux appels internationaux entrants afin d'éviter la double taxation."

La double imposition en général

Types fondamentaux de double imposition

- Double imposition économique
 - Deux personnes différentes sont assujetties à un impôt sur le même revenu ou le même capital
- Double imposition juridique
 - Une personne est assujettie à un impôt sur le même revenu ou le même capital par plusieurs administrations fiscales
 - Trois cas possibles

Systemes permettant d'éviter la double imposition

- Méthode d'exonération

- Concept: la juridiction de résidence ne perçoit pas de taxe sur le revenu imposable dans la juridiction d'origine
- Types: exonération intégrale et exonération progressive

- Méthode d'imputation

- Concept: l'Etat de résidence impose les revenus d'un contribuable résidant dans cet Etat, qui proviennent du monde entier, mais accordera un crédit pour l'impôt payé dans l'Etat d'origine
- Types: imputation intégrale et imputation ordinaire

Systemes permettant d'éviter la double imposition

Méthode d'exonération

Exemple: Une société a un revenu de 100 USD, 70 USD provenant du pays de résidence et 30 USD provenant du pays d'origine. Le taux fiscal dans le pays de résidence est de 40% et de 30% dans le pays d'origine.

<u>Poste</u>	<u>Exonération</u>	<u>Pas d'exonération</u>
Revenu brut	100 USD	100 USD
Exonération du revenu dans le pays d'origine	<u>(30)</u>	<u>(0)</u>
Revenu imposable dans le pays de résidence	70 USD	100 USD
Taux fiscal dans le pays de résidence	<u>x 40%</u>	<u>x 40%</u>
Impôt dans le pays de résidence	28 USD	40 USD
Impôt dans le pays d'origine (30 USD x 30%)	9 USD	9 USD
Impôt total payé	37 USD	49 USD

Systèmes permettant d'éviter la double imposition

Méthode d'imputation

Exemple: Une société a un revenu de 100 USD, 70 USD provenant du pays de résidence et 30 USD provenant du pays d'origine. Le taux fiscal dans le pays de résidence est de 40% et de 30% dans le pays d'origine.

<u>Poste</u>	<u>Crédit</u>	<u>Pas de crédit</u>
Revenu brut imposable	100 USD	100 USD
Taux fiscal dans le pays de résidence	<u>x 40%</u>	<u>x 40%</u>
Impôt hors crédit dans le pays de résidence	40 USD	40 USD
Crédit d'impôt dans le pays d'origine	<u>(9)</u>	<u>(0)</u>
Impôt total dans le pays de résidence	31 USD	40 USD
Impôt dans le pays d'origine (30 USD x 30%)	9 USD	9 USD
Impôt total payé	40 USD	49 USD

Objectifs d'un Accord de double imposition (ADI)

- Protéger contre le risque de double imposition
- Définir les impôts qui sont concernés
- Fournir un cadre procédural de mise en application et de règlement des différends
- Protéger la fiscalité de chacune des administrations
- Protéger contre les tentatives d'éviter l'assujettissement aux impôts ou de s'y soustraire

Eviter la double
imposition dans le
contexte des
Etats-Unis

Fédéralisme constitutionnel aux Etats-Unis

- Souveraineté égale du gouvernement fédéral et des gouvernements des Etats
- Clause de commerce (Article I, section 8, clause 3 de la Constitution des Etats-Unis)
- Examen en quatre parties de la Cour suprême des Etats-Unis visant à déterminer la constitutionnalité d'un impôt d'Etat ou d'un impôt local:
 - Lien substantiel avec l'Etat
 - Pas de discrimination à l'égard du commerce inter-Etats
 - Répartition correcte de l'impôt
 - Relation équitable entre l'impôt et les services fournis

L'affaire Goldberg (*Goldberg contre Sweet*)

- Historique: En 1985, l'Etat de l'Illinois a adopté une taxe de 5% sur le prix brut des télécommunications inter-Etats émanant de l'Illinois ou y aboutissant, indépendamment de l'endroit où l'appel téléphonique est facturé ou payé.
- Jugement: La Cour suprême des Etats-Unis a procédé à un examen en quatre parties et a statué que la taxe indirecte ne violait pas la clause de commerce parce qu'elle satisfaisait à l'examen.
- Répercussions: L'application de la jurisprudence Goldberg aux télécommunications hertziennes peut conduire à une double taxation et à une confusion quant à la nécessité de préciser le lieu physique de l'émission.

L'Affaire Goldberg (*Goldberg contre Sweet*)

- Règle permettant d'établir un "lien substantiel" selon la jurisprudence Goldberg:

1) L'appel doit

- a) émaner de l'Etat, ou
- b) aboutir dans l'Etat

et

2) L'appel doit

- a) être facturé à une adresse de service dans l'Etat ou
- b) être facturé dans l'Etat, ou
- c) être payé dans l'Etat


Loi sur la fourniture des télécommunications mobiles

- En 2000, le Congrès américain a promulgué la Loi sur la fourniture des télécommunications mobiles dans le but
 - de simplifier les factures
 - de réduire les possibilités de double imposition
 - de réduire et de simplifier la fiscalité tant pour les transporteurs que pour les gouvernements des Etats et les gouvernements locaux
- Principale disposition: La fourniture au lieu de "l'utilisation principale"

A retenir

A retenir

- Le problème de la double imposition
- Le rôle des accords
- Les systèmes fondamentaux employés par les gouvernements pour éviter la double imposition
- Eviter la double imposition aux Etats-Unis



Conformément aux prescriptions relatives aux pratiques en vigueur dans l'Internal Revenue Service, tout conseil fiscal dans la présente communication (y compris les pièces jointes) n'est pas destiné à être utilisé, et ne peut être utilisé, i) pour éviter les sanctions imposées au titre de l'Internal Revenue Code des Etats-Unis; ou ii) pour promouvoir, commercialiser ou recommander à toute autre personne une quelconque question fiscale.

Baker et McKenzie est une association suisse dont les membres sont des cabinets de conseil juridique situés dans le monde entier. Conformément à la terminologie usuelle employée dans les organisations professionnelles de service, on entend par "partenaire" une personne qui est un partenaire ou a une fonction équivalente dans un tel cabinet de conseil juridique. De même, on entend par "bureau" tout bureau d'un tel cabinet de conseil juridique.